Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°137
14 mars 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Contre Poutine et contre les fauteurs de guerre impérialistes

Après 17 jours de guerre, des centaines ou milliers de morts et plus de deux millions de réfugiés fuyant les bombes, les images terribles de la guerre en Ukraine suscitent une émotion et une indignation sincères dans la population, qui multiplie les gestes de solidarité.

Rien de sincère, par contre, du côté de la propagande du pouvoir et des médias. Macron, président actuel de l'Union européenne, a mis son costume de super-héros médiateur pour affirmer que les puissances occidentales n'avaient pas voulu cette guerre. Mais si le dictateur Poutine est bien celui qui a franchi le pas de l'invasion militaire, c'est le résultat d'une escalade dont les puissances impérialistes sont en grande partie responsables.

L'OTAN, alliance militaire créée en 1949 à l'initiative de l'impérialisme américain contre l'Union soviétique, a renforcé sa pression militaire, même après 1991 et la dislocation de l'URSS. L'OTAN a intégré douze États supplémentaires entre 1997 et 2009, le long de la façade ouest de la Russie.

En Russie, Poutine, au pouvoir après dix ans d'effondrement du pays, a remis en place un État autoritaire et mis au pas les contestataires. Le dictateur provoqua une deuxième guerre en Tchétchénie, en 2004, faisant au moins 150 000 victimes, pour mater toute velléité d'indépendance, sans que les puissances occidentales réagissent. Et en janvier dernier, les « grandes démocraties » ne se sont pas plus indignées quand Poutine a envoyé son armée au Kazakhstan pour écraser dans le sang la révolte ouvrière contre la cherté de la vie. La réalité des intérêts des trusts américains, anglais et français, dans ce pays qui concentre une bonne part des réserves mondiales de pétrole ou encore d'uranium, a été plus forte que les postures et les mensonges sur les grands principes démocratiques !

Dans cette guerre fratricide entre Russie et Ukraine, Poutine est l'agresseur et joue avec la vie des populations. Il creuse un fossé de sang entre des peuples pourtant intimement liés et pousse les Ukrainiens derrière les dirigeants ultranationalistes.

Mais les grandes puissances occidentales se moquent tout autant du sort des populations. Leur politique le montre sur la majorité de la planète où, si l'on ne meurt pas sous les bombes comme au Moyen-Orient, on crève du sous-développement imposé par leur pillage.

En commettant les pires exactions, le camp impérialiste a toujours prétendu faire œuvre de paix. Il a réduit en cendres l'Irak au nom de la démocratie, et détruit l'Afghanistan au nom de la lutte contre le terrorisme, voire au nom des droits des femmes, etc.

La Belgique est un impérialisme de troisième rang. Mais c'est sur son territoire qu'est installé le siège de l'OTAN et plusieurs bases américaines. Et les dirigeants belges tiennent à participer à toutes les interventions qui se font au nom de la démocratie, de la liberté et de la paix, mais consistent à bombarder les populations et ajouter de la misère à la misère, comme en Afghanistan, en Irak ou en Syrie.

C'est une continuité depuis la fin du 19ème siècle quand le roi belge, Leopold II, prit possession du Congo, une région 80 fois plus grande que son royaume, qu'il allait pressurer au point d'exterminer au moins un tiers de la population, au nom de la lutte contre l'esclavage ! C'est dire que la propagande mensongère est une tradition !Cela n'est pas un passé si lointain. De grandes familles bourgeoises belges ont gardé des intérêts en Afrique. Intérêts sauvegardés en soutenant les pires dictateurs sanguinaires, comme Mobutu.

Les gouvernements prétendent agir dans notre intérêt, alors qu'ils sont au service de nos exploiteurs, et contribuent à aggraver nos conditions de vie. Les gouvernements ne se transforment pas en bienfaiteurs des peuples quand ils interviennent au-delà des frontières, quel qu'en soit le prétexte ! Ils utilisent déjà la guerre en Ukraine pour nous préparer à de nouveaux sacrifices. Ils soutiennent ou laissent faire les spéculateurs qui augmentent tous les prix, de l'énergie comme de l'alimentaire.

Alors il ne faut pas marcher dans la tentative des gouvernements de nous ranger au garde-à-vous derrière les puissances occidentales et leurs institutions.

Au nom de la patrie, ukrainienne ou russe, des travailleurs sont transformés en chair à canon pour que des bureaucrates et oligarques, russes ou ukrainiens, sauvent leurs yachts et leurs milliards, pour que les actions de Thales, de Total, de tous les profiteurs de guerre, continuent de grimper.

S'ils ne veulent pas perdre leur vie dans les rivalités et la course au profit maximum des capitalistes des grandes puissances, les travailleurs de tous les pays devront se battre pour renverser ce système, en commençant par contester le pouvoir des capitalistes là où ils ont les moyens de le toucher, dans leur propre pays.

Les armes pour l'Ukraine ?

« *Des armes pour l'Ukraine* », c'est la devise de tous les pays européens qui viennent de décider d'une nouvelle aide militaire pour 1 milliard d'euros.

Mais dans les mains de qui iront ces armes ? Le président Zelensky, élu en 2019, qui pose en chef de guerre, est aussi corrompu que ses prédécesseurs. En 2020, il figurait dans les Pandora Papers, notamment pour sa villa qu'il a acheté en Toscane pour 3,8 millions d'euros, et l'acquisition de plusieurs immeubles de luxe à Londres.

Alors même si l'Ukraine pouvait repousser l'armée russe, le pays se retrouverait entre les mains des bureaucrates corrompus et d'oligarques qui financent des milices fascistes qui encadrent déjà plusieurs « brigades d'autodéfense ».

Le seul espoir de paix pour les travailleurs d'Ukraine c'est de s'organiser et de s'adresser aux travailleurs russes pour pouvoir mener ensemble la guerre contre les exploiteurs dans leur propre pays. Et c'est en cela que, nous, les travailleurs d'ici, pouvons les aider : en ne nous laissant pas embrigader dans l'union sacrée derrière notre propre bourgeoisie, mais en préparant la guerre de tous les exploités contre les exploiteurs.

Budgets militaires : bruits de bottes



Tous les gouvernements ont repris le même refrain : la faiblesse de notre budget militaire ne nous permet pas d'assurer la défense.

Les plus spectaculaires ont été les propos de Scholz, le Premier ministre socialiste d'Allemagne, qui a annoncé un « changement historique » de la position de son gouvernement. Il va accorder un budget spécial de 100 milliards d'euros à l'armée et faire passer son budget militaire à plus de 2% du PIB.

Et si en Belgique, il n'y a pas eu d'annonces spectaculaires dans ce sens, c'est parce que le gouvernement n'a pas attendu la guerre pour décider une augmentation du budget militaire de 11 milliards d'euros, comme De Croo l'a fièrement souligné.

C'est à comparer aux budgets accordés aux hôpitaux et au personnel soignant pendant la pandémie…

La guerre de Poutine et de l'Otan contre les travailleurs russes

Suite aux sanctions internationales, le rouble a déjà perdu la moitié de sa valeur en dollars ou en euros. C'est le niveau de vie de dizaines de millions de travailleurs et de retraités russes qui s'effondre avec la guerre. Et les usines d'automobile de VW, Renault ont mis au chômage tout ou partie de leurs dizaines de milliers de salariés.

À cela s'ajoute partout une mise au pas des travailleurs, au nom de la défense de la patrie.

Tout propos ou écrit critique de la guerre ou du gouvernement, est interdit et peut coûter jusqu'à 12 ans de prison. La diffusion d'informations sur la guerre vaut entre 3 et 15 ans de prison.

Apporter son soutien à des institutions ou à des personnes en Ukraine, où beaucoup de Russes ont de la famille, même par un don humanitaire, est considéré comme une « trahison de l'État » …

Et pourtant, une grève contre un système qui faisait dépendre les salaires du cours du rouble a éclaté dans l'industrie, chez Ghermont au Tatarstan. La direction a préféré céder.

On ne sait si de tels faits vont se répéter et si la contestation ouvrière pourra s'étendre. Mais une chose est certaine, ce n'est que de la classe ouvrière que peut venir une sortie de cette guerre fratricide, en transformant cette guerre entre deux parties d'un même peuple, en une guerre révolutionnaire des exploités contre leurs oppresseurs et exploiteurs, quelle que soit leur nationalité.

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Contre les oligarques et les capitalistes : levée du secret des affaires



Le yacht Dilbar, long de 156 m, propriété de l'oligarque russe Alicher Ousmanov,

Des commentateurs se désolent de l'efficacité très relative des sanctions économiques prises par les États occidentaux contre les oligarques russes.

C'est que dans les pays capitalistes, les oligarques russes profitent du secret commercial – droit sacrosaint des grands bourgeois qui leur fournit un voile opaque sur leurs façons de s'enrichir et garantit leur propriété.

Bennett, Erdogan, Poutine : des experts à la rescousse

Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, s'est déplacé jusqu'en Russie samedi 5 mars pour s'entretenir avec Poutine, sans divulguer le résultat de cette discussion.

De son côté, le président turc Erdogan a téléphoné le lendemain au même Poutine pour lui demander « un cessez-le-feu urgent qui permettrait de répondre aux inquiétudes humanitaires », ajoutant : « Ouvrons ensemble la voie de la paix. »

Que voilà deux chefs d'État qui sont des experts dans leur propre pays en matière de paix et de fraternité entre les peuples ! Depuis quatre-vingts ans, l'État d'Israël fait la guerre aux Palestiniens pour leur voler leurs terres, les forçant à vivre dans des camps de réfugiés, et n'a aucun scrupule à bombarder les civils dans le peu de territoires qu'il leur concède, en Cisjordanie et à Gaza.

Le régime turc est lui bien connu pour son comportement envers la minorité kurde, qu'il poursuit jusque dans le nord-est de la Syrie. La population turque elle-même est soumise à une répression permanente de la part du régime d'Erdogan.

Erdogan et Bennett ne sont certes pas les seuls chefs d'État capables de donner des leçons de pacifisme tout en ayant du sang sur les mains, mais ils sont bien un symbole de ce que ceux qui dirigent le monde ont à apporter en matière de liberté des peuples.

LO France 10 mars 2022

Bienvenue aux Ukrainiens et à tous les autres



Suite aux bombardements et à l'intervention militaire russe en Ukraine, plus de 2 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays. L'Union européenne a décidé de leur ouvrir ses frontières et de leur accorder un statut d'accueil temporaire. C'est bien le minimum !

On peut voir maintenant les membres du gouvernement, les bourgmestres, la presse, appeler à la solidarité avec les réfugiés ukrainiens. Un système de recensement des logements disponibles a été mis en place à l'appel du secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration, Sammy Mahdi, le même qui n'hésitait pas à poursuivre en justice des hébergeurs de réfugiés en 2015 !

Des centaines de réfugiés afghans, syriens, érythréens… continuent à faire la file devant le petit château et en sont réduits à vivre dehors et sans papiers. L'indignation des hommes politiques et de la presse est à géométrie variable, en fonction des intérêts des Etats et des capitalistes qu'ils représentent. Et pour tenter de nous rendre solidaires du gouvernement… et finalement complices de l'OTAN et des capitalistes, en grande partie responsables de cette guerre.

Il faut la liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants qui fuient la guerre ou la misère, d'où qu'ils viennent !

Les spéculateurs profitent de la guerre

Les prix de l'énergie explosent : le litre de diesel est à plus de 2€ ! La première mesure d'urgence pour défendre les intérêts des travailleurs doit être d'imposer des hausses de salaires en prenant sur les profits !

Car des profits il y en a !

Contrairement à ce que les journalistes sous-entendent, ce n'est pas la guerre qui cause l'envolée des prix de l'énergie, mais c'est la spéculation organisée par une poignée de grands groupes qui dominent le marché et se gavent de profit !

Jusqu'à maintenant l'approvisionnement en gaz et en pétrole russe n'est pas perturbé. Au contraire ! Depuis le début de la guerre, la quantité de gaz russe livrés aux compagnies européennes a doublé. Celles-ci veulent profiter un maximum des contrats à long terme grâce auxquels elles peuvent acheter le gaz à un bas prix fixé il y a des mois, et ensuite nous le revendre au prix exorbitant qu'elles facturent aujourd'hui.

Et la situation est la même pour les carburants. Le pétrole que les multinationales comme Total vendent aujourd'hui a été acheté il y a des mois, bien avant que la guerre n'éclate en Ukraine.

Si les prix à la pompe et sur les factures d'énergie explosent, c'est parce que les trusts qui dominent le marché ont décidé de profiter de la guerre pour spéculer et réaliser des superprofits sur le dos des consommateurs.



Tant que les capitalistes dirigeront l'économie, ils se serviront de toutes les catastrophes engendrées par leur système à bout de souffle pour maintenir leurs profits, non seulement par la spéculation en faisant payer les travailleurs, mais aussi en intensifiant l'exploitation. Il faudra finir par les exproprier !

À bas ce système pourri qui emmène toute la société à la faillite et à la guerre !

Inflation : il faut augmenter les salaires !

Face à l'envolée des prix de l'énergie, le gouvernement discute de prolonger la baisse de la TVA à 6% sur l'électricité ou de l'étendre au gaz, de réformer les accises sur le carburant, d'élargir le tarif social....

Autant de mesures qui ne résoudront pas le problème en accordant, au mieux, quelques centaines d'euros de baisses... que l'Etat récupérera sur les budgets sociaux. Et surtout aucune de ces mesures n'écornera, même un peu, les profits faramineux des entreprises de l'énergie.



Face à l'envolée des prix de l'électricité et de l'énergie, il faut l'indexation réelle des salaires sur les prix !

Après le chômage corona, le chômage Ukraine

Avec l'aggravation de la crise provoquée par la guerre, les patrons anticipent de nouveaux problèmes d'approvisionnement.

Dans ce contexte, ils comptent bien maximiser leurs profits en continuant d'imposer aux travailleurs des périodes de production à plein régime suivies de périodes de chômage.

Mais leur droit d'utiliser le « chômage corona » à la place du chômage économique « normal » doit disparaître à la fin du mois de mars, ce qui signifie pour eux la perte de cette facilité d'imposer le chômage sans avoir à épuiser les jours de repos et de récupération des travailleurs.

Alors ils profitent du prétexte de la guerre pour réclamer au gouvernement le prolongement du « chômage corona » en « chômage Ukraine ».

Les travailleurs n'y ont pas intérêt ! D'abord, le chômage corona, c'est les contributions qui explosent à la fin de l'année, le gouvernement reprenant d'une main ce qu'il avait fait mine de donner.

Ensuite c'est les patrons qui l'utilisent pour mettre au chômage des malades et ainsi économiser sur le salaire garanti, ce qui signifie pour les malades une baisse de revenu de 30 à 50% !

Finalement, faciliter la politique patronale d'alternance entre les cadences folles et les jours de chômage n'a aucun sens pour les travailleurs !

S'il y a des pénuries de pièces et qu'il faut produire moins, ce qui serait beaucoup plus logique ce serait de réduire les cadences et la durée de la journée de travail, sans perte de salaire, en prenant sur les profits !

Mais cette logique-là est à l'opposé de celle du patronat et du gouvernement. Il n'y a que par des luttes que les travailleurs pourront l'imposer !

Des travailleurs debout



Une cinquantaine de travailleurs ont décidé d'agir contre la hausse des prix de l'énergie et des carburants.

A cinquante ? Eh bien oui, il faut bien que quelqu'un commence ! Anciens ouvriers d'ArcelorMittal, de la pétrochimie, travailleuses de la santé, ils se sont soudés à travers les mouvements des gilets jaunes, des mobilisations pour les sans-papiers, des manifestations contre le pass sanitaire. Aujourd'hui, ils veulent faire entendre leur voix de travailleurs pour dénoncer les conséquences de l'envolée des prix. « Les gens veulent vivre, pas survivre ! ».

Leur groupe Facebook « action citoyenne contre les mesures gouvernementales » est suivi par des milliers de personnes auxquelles ils adressent des vidéos de leurs actions de blocage symbolique du dépôt de la raffinerie Total à Feluy. Une ancienne ambulancière a eu l'idée de venir avec un calicot sur des stations d'essence pour provoquer des discussions avec des automobilistes. D'autres ont affiché aux pompes à essence, sur les ronds-points l'appel à les rejoindre. Un de leur porte-parole a pu se faire entendre sur un plateau de la RTBF.

Sur le rond-point, tout le monde discute, raconte son parcours et fait connaître son point de vue. « La baisse de la TVA à 6 % ne suffira pas. Il faut augmenter les salaires, et pas en baissant les cotisations sociales des patrons ». « Il faut augmenter fortement les indemnités de chômage pour en finir avec l'insécurité de l'existence. Les patrons nous

rabattent les oreilles avec la pénurie de travailleurs. Il faut les contraindre à payer des salaires corrects ».

Ni les échecs des mobilisations passées ni leur petit nombre ne les décourage.

A quoi servent ces actions ? « Mais à créer du lien » répondent-ils ! En effet, des liens de confiance et des habitudes d'organisation, de soutien aux initiatives des copains, c'est la base de tout.

Si un nombre important de travailleurs s'emparent de ces méthodes, rien ne pourrait empêcher la classe ouvrière d'imposer ses revendications.

8 mars réussi à Mons



Un rassemblement dynamique et militant a eu lieu sur la Grand Place de Mons mardi 8 mars. Les slogans des étudiantes de l'Université de Mons dénonçant le harcèlement et les violences faites aux femmes se joignaient aux revendications des organisations féministes et syndicales sur le travail égal à salaire égal.

Des travailleuses ont fait des prises de parole pour dénoncer les bas salaires, les temps partiels, les pensions de misère et le manque de structures d'accueil. L'une témoignait comment après tout une vie de travail dans la distribution, et de salaire ridicule en pension misérable, elle avait failli se retrouver à la rue quand elle s'était séparée de son compagnon. Une autre racontait la vie impossible que lui faisait endurer le manque de structures d'accueil pour son enfant handicapée dont elle s'occupait à temps plein en plus de son travail.

Sandra Goret de la FGTB relatait l'action menée par les aide-ménagères devant une société d'intérim le jour-même à Maisières, mobilisation pour dénoncer les bas salaires et les frais kilométriques ridicules en particulier des grandes entreprises du secteur qui empochent les subsides de l'Etat puis les redistribuent aux actionnaires. Avec l'augmentation du prix des carburants, les travailleuses ont le sentiment de payer pour travailler !

Le capitalisme en reléguant les travailleuses dans les emplois précaires et mal payés accroît leur dépendance économique vis-à-vis des hommes et renforce le patriarcat. Tous deux devront être combattus de front.

Mangez donc des brioches

Georges-Louis Bouchez a été enfariné lors d'une action de gilets jaunes. Réponse du politicien : "*Si vous mourez vraiment de faim, vous feriez mieux de ne pas la gaspiller, la farine*".

Il y en a eu d'autres qui se sont essayés à ce genre de mépris. La reine de France, Marie Antoinette, avait suggéré en 1789 aux affamés de Paris qui protestaient : "*Mais s'ils n'ont pas de pain, ils n'ont qu'à manger de la brioche*".

La révolution a eu raison de son mépris, une fois pour toutes.

Brèves Audi Bruxelles

Les miracles de l'exploitation

Malgré une baisse des ventes de 7,5% (8,6 millions de voitures) en 2021, le groupe VW a réalisé un profit record de 15,5 milliards d'euros, en hausse de 75%.

La pénurie des semi-conducteurs n'a pas touché les actionnaires. Comment ? C'est simple : ils ont fait couvrir les « risques entrepreneuriaux » par les payes raccourcies, les fins de mois difficiles et la dégradation de la santé des travailleurs.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde

La direction du groupe VW propose une augmentation des dividendes de 56% ! Plus de 3,7 milliards seront ainsi distribués à des gens qui n'ont pas produit la moindre voiture. Un bon tiers, plus de 1,2 milliards d'euros iront à la seule famille Porsche-Piëch.

Non, mais vraiment, ils pensent qu'on acceptera encore longtemps de se faire plumer pour leurs yachts et leurs chiottes en or ?

La guerre contre les travailleurs est déclarée

Le CEO de VW, Herbert Diess, a déclaré que les conséquences de la guerre en Ukraine seront « pires que le virus » pour VW et l'industrie de l'automobile.

Mais la question est : pire pour qui ? Pour les actionnaires ou pour les travailleurs ? Diess et ses semblables ont leur réponse. Il faut que les travailleurs opposent la leur : aux actionnaires de payer !

Perte de salaire sur la route

La direction paye l'équivalent de l'abonnement annuel SNCB pour le trajet du travail. Pour ceux qui viennent par exemple de la région de Mons/Borinage, à 220 jours travaillés, cela fait environ 13€ par jour.

Or, l'aller-retour d'environ 70 km, au litre de diesel à 2,20€, et avec une consommation de 6 litres aux 100, cela coûte déjà actuellement 18,50€. Ça ne fait pas le compte !

Le covoiturage ? Le car ? C'est souvent plus difficile. Mais ça peut permettre de discuter des luttes nécessaires pour les salaires et le reste.

Vers un nouveau printemps marocain ?



Le 20 février dernier, des milliers de manifestants se sont retrouvés dans les rues au Maroc pour protester contre la vie chère, la dictature et la corruption. Comme partout, le Maroc est touché par des énormes hausses des prix, que ce soit dans l'alimentaire ou l'énergie.

La date était symbolique : en 2011, dans la foulée du printemps arabe, un mouvement de protestation avait commencé le 20 février au Maroc. À l'époque, le pouvoir avait cru s'en être débarrassé par une répression violente qui avait fait plusieurs morts.

Mais la situation économique catastrophique du pays ne peut manquer de révolter les travailleurs exaspérés de ne pas trouver de travail, ou d'avoir un salaire largement insuffisant pour vivre.

Au Maroc comme ailleurs, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de se battre pour améliorer leur condition.

Mobilisation des enseignants



Le régime de Mohammed VI, au Maroc, est depuis longtemps conscient que la plus grande menace contre son pouvoir est son propre peuple.

Depuis les printemps arabes, plusieurs dirigeants se sont fait mettre dehors par de puissantes mobilisations.

Pour se maintenir, le régime marocain utilise la manière forte, il a fait arrêter récemment une quarantaine de professeurs, manifestant pour améliorer leurs conditions de travail. Ils ont été condamnés à des amendes et des peines de prison. La seule femme, Nehza Majdi, qui avait dénoncé avoir subi des attouchements et du harcèlement sexuel de la part des policiers, a subi la plus lourde peine, 3 mois de prison ferme.

Cela n'a pas empêché les enseignants de manifester d'autant plus pour protester contre ces condamnations scandaleuses et 16 d'entre eux ont encore été arrêtés. Les tentatives du pouvoir pour museler la colère finissent par la renforcer.

Arabie saoudite : cet allié qui tue, fouette et emprisonne



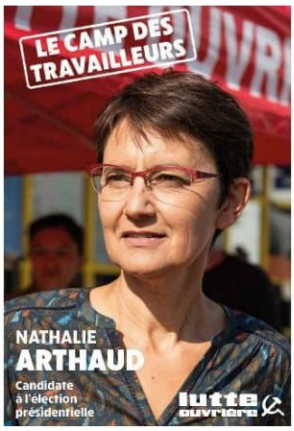
La libération du blogueur saoudien Raif Badawi, qui vient de purger dix années de prison assorties de coups de fouets pour avoir critiqué la domination de la religion sur l'État d'Arabie saoudite, rappelle ce qu'est cette sinistre dictature alliée des États-Unis et de la France.

Ces impérialismes hurlent contre les sales méthodes de Poutine en Ukraine. Mais ils soutiennent celles de l'Arabie Saoudite, qui a assassiné et démembré le journaliste Jamal Khashoggi et qui massacre à grande échelle au Yémen.

Leur démocratie baigne dans le sang des peuples.

LO France

France : Une candidate communiste révolutionnaire et internationaliste



La candidate de Lutte ouvrière en France, Nathalie Arthaud, ne vise pas le siège présidentiel, sa candidature est surtout l'occasion de faire entendre la voix des travailleurs, et pour ses électeurs d'affirmer un vote de classe.

Car bien consciente que les élections, même présidentielles, ne changeront rien pour les travailleurs au quotidien, Nathalie Arthaud se présente pour rassembler les travailleurs conscients que la lutte pour améliorer leur vie passera avant tout par les mobilisations.

Face au nationalisme ambiant qui s'est aggravé depuis le début de la guerre en Ukraine, Nathalie Arthaud défend une perspective internationaliste. Car le nationalisme est un poison pour les travailleurs, qui les divise et les met sous la coupe de leur bourgeoisie.

Elle renoue avec le mouvement ouvrier et affirme que les travailleurs n'ont qu'un seul drapeau, le drapeau rouge, et une seule devise : "Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !"

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !